

Convictions et raison

L'exigence des convictions.

La question qui nous est posée est celle de savoir s'il est possible de se passer d'un absolu, d'une transcendance, où s'il faut se résigner à vivre dans un monde où les repères sont brouillés, voire inexistantes. Formulée autrement, on pourrait se demander si nous sommes définitivement condamnés au relativisme des croyances. La question sous-jacente est celle de notre capacité à faire réellement société dans ce contexte flou et perpétuellement changeant. Une autre question est celle de savoir quelle parole l'Église peut avoir face à une telle situation.

Je voudrais défendre ici l'idée que l'affirmation nécessaire des convictions personnelles, qui est de l'ordre de l'authenticité, doit aller de pair avec la construction d'une société, ce qui suppose un décentrement fondée sur des relations de confiance. Autrement dit, il n'y a pas nécessairement antinomie entre la dimension singulière de la conviction personnelle et la dimension (au moins potentiellement) universelle de la société humaine. La question est de savoir ce qui peut faire le pont entre les deux.

Parler de conviction et non de vérité, c'est d'emblée mettre l'accent sur la dimension singulière de l'expression de la personne, la notion de vérité ayant plutôt une résonance objective, plus universelle. Le langage de la conviction accompagne l'émergence de sociétés où l'autonomie de l'individu prime sur l'appartenance collective.

La conviction a à voir avec la volonté. L'affirmation de ses convictions est le signe d'un engagement résolu. Pour prendre quelques exemples récents, je lis dans un article qu'Emmanuel Macron « n'a pas lâché ses convictions réformatrices, en plein débat national. » En revanche, entre deux conceptions du Brexit « Theresa May est incapable de trancher, faute d'autorité ou de convictions. » L'autorité est ici non pas celle que lui confère sa fonction, mais son autorité propre, ce qu'elle manifeste pas ses paroles et ses actes.

L'affirmation des convictions est-elle seulement positive ? Est-il toujours bon de le faire ? On peut en douter si une telle affirmation tend vers l'intolérance à l'égard d'autres convictions. On parlera alors d'« intransigeance ». Lorsqu'elles s'expriment dans le domaine public, les convictions sont sources potentielles de conflit. Faut-il alors y renoncer ou renoncer à les exprimer pour ne pas troubler la bienveillance qui doit régner entre nous ?

En perspective chrétienne, l'affirmation de convictions peut se réclamer de l'Évangile : « que votre oui soit oui, que votre non soit non ; tout le reste vient du Mauvais ». Il faut donc s'engager sans craindre de prendre résolument position. C'est ce que saint Paul appelle la « parrhêsia », la parésie, le « franc-parler », la parole forte qui met en mouvement. C'est « l'autorité » de Jésus dont la parole est efficace, lorsque elle met en marche le paralysé.

Cela s'inscrit dans le diagnostic bien connu que notre époque n'aime pas les dogmatismes, les doctrines définies ou les normes rigides. Nous sommes dans un âge de fluidité, la société « liquide » analysée par Zygmunt Bauman, les réseaux plus que les institutions. Les grandes constructions idéologiques, qui donnaient un semblant de repères stables, se sont effondrées. À la notion de « religion », associée à celle de dogme ou de norme, on préfère la « spiritualité », plus souple, plus personnelle, adaptative, susceptible d'évoluer au gré des situations.

Si nous apprécions les engagements, nous n'aimons pas les absolus. Ce n'est pas dire nécessairement que tout est relatif, mais nous avons le sens ou l'intuition de l'évolution des choses. Le progrès des connaissances et des techniques change de plus en plus rapidement notre rapport au monde. Ce qui était valable hier (les connaissances assurées, les repères moraux) ne le sera peut-être plus demain. Ce qui est vrai pour le temps l'est aussi pour l'espace ou les cultures dont nous percevons toujours davantage la pluralité (c'est un constat déjà ancien : « vérité en deçà des Pyrénées... »). Du fait de la masse d'informations que nous recevons en permanence, nous avons acquis le sens de la complexité des situations.

L'attachement aux dogmes est volontiers assimilé à une incapacité de penser par soi-même, à oser s'affirmer soi-même, comme si la référence des croyants à une Vérité absolue, à des symboles communs les empêchait d'atteindre à leur pleine liberté humaine, c'est-à-dire à leur authenticité de personne. J'ai trouvé une citation ancienne d'Alfred Grosser, très caractéristique d'un tel diagnostic : « Tant de croyants [...] n'ont pas appris à vivre libres et s'effondrent dans leur croyance comme tombe la plante fragile à laquelle on a enlevé son tuteur ».

L'affirmation de convictions personnelles contrasterait donc avec la conformité à une doctrine commune qui serait imposée de l'extérieur à l'individu. C'est ainsi que le refus des dogmes et des vérités absolues n'empêche pas de fortes affirmations de soi. Les réseaux sociaux regorgent de positions tranchées, d'affirmations péremptoires, qui ne supportent guère la contradiction. C'est inscrit dans la logique même de leurs algorithmes. Bien que nous le pratiquions en permanence, le compromis n'a pas bonne presse. Il semble une lâcheté, une démission devant la nécessaire affirmation de ses convictions. Il est inconfortable, car toujours provisoire.

Aujourd'hui, les débats se font volontiers binaires (ce que l'on pourrait appeler l'effet « Trump »). Ils sont ainsi plus faciles à communiquer et à décrypter. À la subtilité des arguments académiques, on préfère les slogans simples. On est sommé de choisir son camp : êtes-vous pour ou contre la PMA ? Répondre « ça dépend » dénote une absence de conviction.

La conviction personnelle serait-elle antinomique de la vérité commune ? Cela tient sans doute à un effet de miroir : plus on se sent perplexe à l'égard d'une position particulière, tout en pensant qu'elle est juste (mais sans avoir les moyens d'en démontrer la justesse de manière définitive), plus on sera porté à l'affirmer vigoureusement et moins on sera désireux de la mettre en débat, c'est-à-dire de recevoir paisiblement d'autrui des arguments contraires. L'affirmation est souvent d'autant plus violente qu'elle est moins fondée.

Pour analyser ce qu'il se passe, on peut relever que la vie sociale fait appel à deux logiques, difficilement conciliables au premier regard, une logique de la connaissance, qui doit prendre en compte la complexité des situations réelles, et une logique de l'action, qui oblige à trancher, à s'engager. La première relève du registre argumentatif, la seconde du registre convictionnel. Lors du deuxième tour des élections présidentielles, il est fréquent qu'aucun des deux candidats ne représente l'idéal ou ne corresponde parfaitement à ses propres convictions. Pourtant il faudra bien choisir entre l'un et l'autre sans pouvoir disposer d'arguments définitifs. De fait, le débat public mêle les deux : il repose sur l'argumentation mais doit place aux convictions.

Peut-on se contenter de mettre en regard l'affirmation de convictions personnelles et la référence à une vérité objective commune ? Nous voulons affirmer nos convictions et nous voudrions qu'elles soient objectivement fondées, rigoureusement prouvées ou démontrées de manière objective. Or, la conviction est au départ une attitude intérieure qui relève non du registre de la preuve mais de celui de la foi, c'est-à-dire de la confiance.

Il faut introduire la notion de relation de sorte à se démarquer d'une position qui serait trop individualiste ou de face à face avec un monde de choses. Il faut percevoir ce qui distingue la relation d'un sujet à un objet (une chose que l'on cherche à connaître « objectivement ») et la relation d'un sujet à un autre sujet (une personne que l'on ne peut connaître qu'en suscitant une certaine résonance avec elle). Le second registre n'est pas celui de la connaissance objective, mais celui de la confiance.

À plusieurs reprises, le pape François a eu l'occasion de dire que la vérité n'était certes pas relative à l'individu (simplement subjective, ce qui serait du relativisme), mais qu'elle n'était pas non plus « absolue » (simplement objective). Parler d'absolu, c'est parler de détachement. Pour reprendre les propos du pape : « est absolu ce qui est dépourvu de toute relation ». En revanche, la vérité est pour lui relationnelle. Elle s'élabore dans la relation qui unit deux personnes.

À cette réflexion, on peut associer la parole de Jésus qui se présente comme « le chemin, la vérité et la vie ». La vérité se situe entre le chemin et la vie. Le terme est la vie (« éternelle »), ce à quoi nous sommes appelés. Mais nous l'atteignons au gré d'un chemin, d'une voie, d'une progression.

Il faut donc tenir les deux ensemble : l'affirmation de ses convictions (une parole en première personne) et la relation à autrui. Les deux vont de pair. Comme saint Augustin l'avait bien perçu, c'est la relation à l'autre, particulièrement au Tout-Autre (celui que je ne peux pas posséder), qui me donne d'être moi-même en vérité. C'est aussi la raison pour laquelle le pape Paul VI avait mis la notion de « dialogue » au cœur de sa première encyclique, à partir du dialogue initial que Dieu instaure avec l'humanité. C'est repris au début de la déclaration conciliaire *Dignitatis humanae* lorsqu'elle pose que la recherche de la vérité se fait « au moyen de l'échange et du dialogue grâce auxquels les hommes exposent les uns aux autres la vérité qu'ils ont trouvée ou pensent avoir trouvée, afin de s'aider mutuellement dans la quête de la vérité » (DH 3). Il s'agit d'écouter la vérité de Dieu que l'autre porte en lui. Comme le rappelait la Lettre aux catholiques de France, l'autre nous est donné comme celui qui vient à nous et qui vient à nous aussi pour nous révéler notre propre identité. On pourrait aussi citer Michel de Certeau : « Tout signe chrétien renvoie à ce qui lui est étranger comme à ce qui lui est pourtant nécessaire ».

Le croyant ne possède pas la vérité ; il est à son service. « La sécurité de la foi le met en route » (EG 34). Il y a bien une « sécurité de la foi », un noyau solide. Mais il n'est jamais explicite. La vérité se donne à nous comme un chemin et une vie, car, en régime chrétien, elle est une personne.

Il n'y a pas nécessairement antinomie entre l'existence de convictions fortes et la reconnaissance d'une vérité partagée à faire advenir. L'absence initiale de références communes n'est pas un empêchement à tenter de construire une société en dépit de la pluralité apparemment indépassable des convictions des personnes qui la composent. Autrement dit, une rencontre est possible, fondée sur la confiance. Le dialogue qui peut s'instaurer n'évitera pas la confrontation ou de possibles incompréhensions. Mais, s'il existe chez les protagonistes une capacité à se laisser décentrer, à sortir de soi dans un esprit de reconnaissance mutuelle, un avenir commun est envisageable.